Numéro D'ordre	Nature de L'immeuble	Situation de L'immeuble	N° de titre Foncier	Superficie En M2	Noms des propriétaires
					5) Melle Ramella (Italia)
					6) Melle Ramella (Guilia)
					7) Melle Ramelle (Iolanda)
					8) Ramella (Guiseppe)
					9) Remalla (Bénita épouse de Rallo Ubaldo)
					10) Ramella (Amilcars)
					11) Ramella (Edda) épouse de Serini (Pasquale)

.....
MINISTERE DU PLAN ET DES FINANCES
.....

INTERVENTION

Décret n° 87-922 du 4 juillet 1987 modifiant le décret n° 84-53 du 27 janvier 1984, fixant les conditions et les modalités d'intervention et de gestion du fonds national de garantie.

Nous Habib Bourguiba, Président de la République tunisienne

Vu L'article 73 de la loi n° 81-100 du 31 décembre 1981, portant loi de finances pour la gestion 1982 tel que modifié par l'article 66 de la loi n° 83-113 du 30 décembre 1983, portant loi de finances pour la gestion 1984;

Vu le décret n°84-53 du 27 janvier 1984, fixant les conditions et les modalités d'intervention et de gestion du fonds national de garantie;

Vu l'avis des ministres du plan et des finances, de l'industrie et du commerce, de l'agriculture, de la production agricole et de l'agro-alimentaire et des affaires sociales;

Vu l'avis du gouverneur de la banque centrale de Tunisie;

Vu l'avis du tribunal administratif;

Décrétons :

Article premier. — L'article 10 du décret sus-visé n° 84-53 du 27 janvier 1984, fixant les conditions et les modalités d'intervention et de gestion du fonds national de garantie est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

Art. 10 (nouveau). — Les montants irrécouvrables des crédits à moyen terme consentis aux unités artisanales et aux entreprises des petits métiers sont pris en charge conformément à la répartition suivante.

— à hauteur de 75% par le fonds national de garantie et 25% par la banque lorsque les crédits ont financé des projets dont le coût est inférieur ou égal à 10.000 dinars;

— à parts égales par le fonds national de garantie et la banque lorsque les crédits ont financé des projets dont le coût est compris entre 10.000 dinars et 25.000 dinars.

Toutefois les montants irrécouvrables des crédits à moyen terme consentis aux jeunes diplômés de l'enseignement supérieur et dont le coût n'exède pas 25.000 dinars sont pris en charge à hauteur de 90% par le fonds national de garantie et 10% par la banque.

Art. 2. — Les ministres du plan et des finances, de l'industrie et du commerce, de l'agriculture, de la production agricole et de l'agro-alimentaire et des affaires sociales et le gouverneur de la banque centrale de Tunisie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel de la République tunisienne*.

Fait à Tunis, le 4 juillet 1987

*P. Le Président de la République tunisienne
et par délégation
Le Premier ministre
RACHID SFAR*

**FONDS NATIONAL DE PROMOTION DE L'ARTISANAT
ET DES PETITS METIERS**

Décret n° 87-923 du 4 juillet 1987 fixant les modalités et les conditions d'actroi de l'aide du fonds national de promotion de l'artisanat et des petits métiers.

Nous Habib Bourguiba, Président de la République tunisienne;

Vu la loi n° 81-76 du 9 août 1981, portant création d'un fonds national de promotion de l'artisanat et des petits métiers tel que modifiée par l'article 51 de la loi n° 86-105 du 31 décembre 1986, portant loi des finances pour la gestion 1987;

Vu la loi n° 83-106 du 3 décembre 1983, portant statut de l'artisan;

Vu le décret n° 81-1218 du 24 septembre 1981, fixant les modalités et les conditions d'octroi de l'aide du fonds national de promotion de l'artisanat et des petits métiers tel que modifié par le décret n° 84-1044 du 10 septembre 1984;

Vu l'avis des ministres du plan et des finances, de l'industrie et du commerce et des affaires sociales;

Vu l'avis du tribunal administratif;

Décrétons :

Article premier. — Le fonds national de promotion de l'artisanat et des petits métiers a pour objet de promouvoir le secteur de l'artisanat et des petits métiers dans le cadre de projets entrepris par les personnes de nationalité tunisienne désirant s'installer pour leur propre compte soit individuellement soit dans le cadre de sociétés de personnes ou de coopératives.

La liste des secteurs d'activités dans lesquels peuvent être entrepris les projets visés à l'alinéa premier du présent article sera fixé par circulaire de la banque centrale de Tunisie après avis des ministères concernés.

Art. 2. — Sont éligibles à l'aide du fonds national de promotion de l'artisanat et des petits métiers, les projets nouveaux ou d'extension s'inscrivant dans le cadre de la politique de promotion de l'emploi et promus par les personnes visées à l'article 1er ci-dessus, de nationalité tunisienne, justifiant d'une qualification appropriée et s'engageant de se consacrer à plein temps à leurs projets.

Art. 3. — L'aide visée à l'article 4 du présent décret est accordée sur décision du ministre du plan et des finances.

Le ministre du plan et des finances confie l'actroi de l'aide sus-visée ainsi que la gestion du fonds national de promotion de l'artisanat et des petits métiers à un ou plusieurs organismes bancaires en vertu d'une convention particulière à conclure avec chacun de ces organismes.

Cette convention précisera notamment les procédures et modalités d'octroi de l'aide et de son déblocage ainsi que les garanties à prendre en sureté de remboursement des fonds.

Art. 4. — L'aide du fonds national de promotion de l'artisanat et des petits métiers et accordée sous forme :